



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/IG

**Arrêté préfectoral imposant à la société MINAKEM DUNKERQUE  
PRODUCTION des prescriptions complémentaires pour son établissement  
situé à DUNKERQUE**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 autorisant la société MINAKEM DUNKERQUE PRODUCTION à exploiter une usine spécialisée dans la production d'intermédiaires et de produits actifs pharmaceutiques sur le territoire de la commune de DUNKERQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2023 relatif à la réduction des prélèvements d'eau et actions en de sécheresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance reçu le 25 novembre 2020 en préfecture et intitulé « réaffectation de 2 stockages pour stockage d'ammoniaque vrac – atelier P2 » ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance intitulé « ajout d'une cuve de stockage de fioul domestique pour l'alimentation de nos chaudières et d'un brûleur mixte sur une chaudière existante » - version 1 du 13 septembre 2022 ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance reçu le 22 février 2021 en préfecture et intitulé « ajout de 4 réacteurs et de 2 filtres sécheurs dans le bâtiment de production de chimie fine P2 », dossier complété le 23 mai 2022, le 14 novembre 2022 et par courriel du 11 mars 2024 ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmise par courriel du 16 juin 2023 relatif au remplacement des 6 tours aéroréfrigérantes du circuit NYS ;

Vu l'étude technico-économique de réduction des prélèvements en eau transmise par courriel du 8 avril 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 3 octobre 2024 ;

Vu les observations de la part de l'exploitant du 7 octobre 2024 à la suite de la transmission du projet suscité ;

Vu le rapport du 18 octobre 2024 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Considérant ce qui suit :

1. les modifications envisagées par l'exploitant ne sont pas jugées substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
2. les prescriptions doivent être actualisées ;
3. les prescriptions du présent arrêté visent à préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRETE

### Article 1 – Objet

La société MINAKEM DUNKERQUE PRODUCTION dont le siège social est situé au 224 avenue de la Dordogne – CS 10006 – 59944 DUNKERQUE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site qu'elle exploite à la même adresse.

### Article 2 – Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Le tableau de l'article 3.2.3 – Conditions générales de rejet de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 est modifié comme suit :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit moyen en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s (3)	Commentaires
Cheminée bâtiment U1	36	1,7 (1)	5 700	8	
Cheminée bâtiment U6	41	2,2 (2)	12 110	8	1 seul conduit utilisé
Rejet N°1 - P1	38	Section 1,4 x 0,95	90 000	8	
Rejet N°2 - P2	42	Section 3,5 x 2,5	110 000  160 000	8	Section de rejet dimensionnée pour l'ensemble du bâtiment.  Le débit pourra être de 160 000 Nm <sup>3</sup> /h après mise en service du projet relatif à l'ajout de 4 nouveaux réacteurs et 2 filtres sécheurs dans le bâtiment P2

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

(1) cheminée comprenant 3 conduits de diamètre 480 mm

(2) cheminée comprenant 2 conduits de diamètre 794 mm intérieur

(3) en marche continue maximale

La phrase suivante est insérée sous le tableau :

« par dérogation aux dispositions de l'article 3.2.1 du présent arrêté, le débouché du conduit associé au rejet P2 est horizontal »

### Article 3 – Valeurs limites d'émission

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission du tableau de l'article 3.2.4.2.2 - Émission de composés organiques volatils (COV) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 modifié comme suit :

Paramètres	Concentration 1/4h (*) en mg/Nm <sup>3</sup> (4)	Concentration journalière en mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne des concentrations 1/4h)	Concentration mensuelle en mg/Nm <sup>3</sup> (moyenne des concentrations journalières)
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié <sup>(1)(2)</sup>	15	15	2

COV présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D <sup>(1)(3)</sup> ou H360F	1	1	0,2
COV totaux non méthaniques	60 <sup>(5)</sup>	20	10 <sup>(5)</sup>  15 <sup>(5)</sup> pour le rejet N°2 – P2 après mise en service du projet relatif à l'ajout de 4 nouveaux réacteurs et 2 filtres sécheurs dans le bâtiment P2

\*) Concentration 1/4 h : concentration obtenue par une mesure tous les 15 mn ou la moyenne des mesures effectuées durant 15 mn

(1) Somme massique des différents composés

(2) Concerne notamment le dichlorométhane et le 1.4 dioxane

(3) Concerne notamment le DMF (Diméthylformamide)

(4) En exploitation normale, 3 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites. Ce pourcentage est compté sur une base de 24 heures.

(5) Résultats exprimés en équivalent carbone

#### Article 4 – Valeurs limites d'émission

L'exploitant respecte les valeurs limites d'émission du tableau de l'article 3.2.5.2.2 - Émission de COV de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 modifié comme suit :

Paramètres	Flux 1/4 h (*) par rejet en kg/h ( <sup>(4)</sup> )	Flux journalier en kg/h (moyenne des flux 1/4 h	Flux (**) mensuel en kg/h (moyenne des flux journaliers
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié <sup>(1)(2)</sup>	1,5	1,5	1
COV présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D <sup>(1)(3)</sup> ou H360F	0,1	0,1	0,05
COV totaux non méthaniques	4 <sup>(5)</sup>	4	2 <sup>(5)</sup> 3,3 <sup>(5)</sup> (***)

(\*) Flux 1/4 h : flux obtenu par une mesure tous les 15 mn ou la moyenne des mesures effectuées durant 15 mn

(\*\*) Flux total cumulé des rejets n° 1 et 2 définis ci-dessus

(\*\*\*) Après mise en service du projet relatif à l'ajout de 4 nouveaux réacteurs et 2 filtres sécheurs dans le bâtiment P2

(1) Somme massique des différents composés

(2) Concerne notamment le dichlorométhane et le 1.4 dioxane

(3) Concerne notamment le DMF (Diméthylformamide)

(4) En exploitation normale, 3 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites. Ce pourcentage est compté sur une base de 24 heures.

(5) Résultats exprimés en équivalent carbone

## Article 5 – Mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires (ERS)

Après l'article 3.2.8 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 est inséré un article 3.2.9 - Mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires (ERS) rédigé comme suit :

### « Article 3.2.9 - Mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires (ERS)

Dans le cadre de l'ERS, la substance la plus contraignante actuellement mise en œuvre est le 1,4 dioxane. Une mise à jour de l'ERS est donc à réaliser en cas d'utilisation d'une substance dont la valeur toxicologique de référence (VTR) serait inférieure à celle du 1,4 dioxane.

L'exploitant procède chaque année, en même temps que l'élaboration du plan de gestion de solvants (PGS), à une hiérarchisation des substances mises en œuvre afin de s'assurer de la pertinence des substances retenues dans le cadre de la dernière ERS.

Cette hiérarchisation est faite de la manière suivante :

- rejets totaux de la substance/VTR à seuil de la substance ;
- rejets totaux de la substance x VTR sans seuil de la substance.

Les substances pour lesquelles la valeur de l'indicateur (résultat du calcul ci-dessus) représente moins de 1% de l'indicateur le plus élevé peuvent être écartées pour l'évaluation des risques sanitaires (ERS).

Si les résultats de cette hiérarchisation mettent en évidence une modification des 12 substances retenues (acétate d'isobutyle, méthanol, toluène, heptane, dichlorométhane, acétone, DMF, acétonitrile, 1,4-dioxane, ammoniacque, méthyltertiobutylether, acétate d'éthyle) pour la dernière évaluation des risques sanitaires (ERS), alors une mise à jour de celle-ci est réalisée sous 4 mois et transmise à l'inspection de l'environnement.

Chaque année, un calcul du quotient de danger (QD) prenant en compte une VTR détaillée (12 solvants ou plus selon résultat de la hiérarchisation) est réalisé lors de la révision du plan de gestion de solvants (PGS) afin de s'assurer que le quotient de danger reste bien inférieur à 1 et que l'excès de risque individuel (ERI) soit inférieur à  $10^{-5}$ . Un calcul anticipé du quotient de danger (QD) et de l'excès de risque individuel (ERI) en année N de l'année N+1 est également intégré dans le plan de gestion de solvants (PGS).

Ces résultats sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement. »

## Article 6 – Modification de l'origine des approvisionnements en eau

Le tableau de l'article 4.1.1 – origine des approvisionnements en eau de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 est modifié comme suit :

Origine de la ressource	Réseau public
Maximale annuelle m <sup>3</sup> /an	61 500 55 210 - pour l'année 2025 et les suivantes 67 210 - Après mise en service du projet relatif à l'ajout de 4 nouveaux réacteurs et 2 filtres sécheurs dans le bâtiment P2
Maximale journalière m <sup>3</sup> /j	500

#### Article 7 – Mesures de réduction de la consommation en eau

L'article 4.1.3 – Mesures de réduction de la consommation en eau, rédigé comme suit, est inséré après l'article 4.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 :

« Article 4.1.3 – Mesures de réduction de la consommation en eau

L'exploitant transmet, au plus tard pour le 31 décembre 2025, un bilan de la mise en œuvre des mesures nécessaires à la réduction de sa consommation d'eau par rapport à la consommation de 2019 identifiées dans son étude technico-économique – version 2 du 20 mars 2024 – référencée AF/K-EAU59/23/071/02 »

#### Article 8 – Modification du tableau de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté du 22 mai 2018

Le deuxième tableau de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté du 22 mai 2018 est modifié comme suit :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Effluent global site
Nature des effluents	Repère usine U79 - regroupe les effluents N°2,3 et 4
Débit maximal journalier (m³/j) Débit moyen mensuel (m³/j)	400 * 300
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de la communauté urbaine de DUNKERQUE
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Station d'épuration urbaine du Courghain
Conditions de raccordement	Convention de déversement en vigueur avec la communauté urbaine de DUNKERQUE

\* : hors période d'arrêts annuels qui peuvent être une source de consommation plus importante (nettoyage des tours aéroréfrigérantes (TAR), ...)

#### Article 9 – Stratégie de recherches des fuites d'eau

A la fin de l'article 4.2.3 - entretien et surveillance - de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 est insérée la phrase suivante :

« L'exploitant dispose d'une stratégie de recherches des fuites d'eau que ce soit sur le réseau aérien ou enterré. »

#### Article 10 - Stockages

Après l'article 8.3.10 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 est inséré l'article 8.4.11 – Stockages XT 03 et XT 04 rédigé comme suit :

« Article 8.4.11 – Stockages XT 03 et XT 04

En complément des prescriptions reprises ci-avant dans le chapitre 8.3, pour le stockage XT 03 et XT 04, sont mis en place:

- un indicateur de niveau reporté en supervision ;

- une alarme de niveau haut interrompant le remplissage par automate ;
- une alarme de niveau très haut indépendante du niveau haut en relaying direct sur la vanne de remplissage ;
- un système d'inertage à l'azote de la cuve ;
- des soupapes de respiration adaptées reliées à un système de traitement de gaz adéquat »

#### Article 11 – Modification de l'article 9.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018

Le premier alinéa de l'article 9.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 est modifié comme suit :  
« l'exploitant réalise une autosurveillance des rejets 1 et 2 par des mesures régulières des COVNM par chromatographie en phase gazeuse donnant un résultat toutes les 15 minutes ou par une technologie équivalente »

#### Article 12 – Modification de l'annexe 2 (confidentielle) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018

Modification de l'annexe 2 (confidentielle) de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018.

#### Article 13 – Modification de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 22 mai 2018

Les caractéristiques de la ligne 2921 du tableau présent à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 22 mai 2018 est modifié comme suit :

- la puissance thermique totale évacuée est égale à 17 717,4 kW.

#### Article 14 – Modification du chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018

Le tableau présent au chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018 est modifié comme suit :

Circuit	Type	Marque	Nombre de tours aéroréfrigérantes	Puissance thermique unitaire (kW)	Puissance thermique totale (kW)
NYS (U1-U7-P1)	Non fermé	EVAPCO	3	1905,8	5 717
U3 (P2-U3-U4)	Non fermé	HAMON	6	2 000	12 000

#### Article 15 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 16 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif **dans un délai de deux mois** à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchiques.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé deux mois par l'administration ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 17 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ;



- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **10 FEV. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



PJ : 1 annexe confidentielle